

révoltes

25 Novembre 2003

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Abrogation de la réforme L.M.D., Retrait définitif du projet d'autonomie des universités : C'est ce qu'exigent les étudiants des 17 universités en grève !

**Le gouvernement manœuvre : « Si le climat universitaire s'apaise, si un certain consensus est trouvé, il y aura une ouverture pour faire cette réforme. »
Retrait total et définitif du projet de loi sur l'autonomie des universités !**

**A bas le « dialogue social » ! Il n'y rien à négocier !
Il faut exiger de la direction de l'UNEF qu'elle ne participe à aucune négociation avec le gouvernement, ni aux journées banalisées.**

Pour imposer l'abrogation de la réforme L.M.D./ECTS, la direction de l'UNEF doit appeler nationalement à la Grève Générale de tous les étudiants.

Vendredi 21 novembre, les étudiants de 17 universités avaient voté la grève : à Rennes-2, Aix-1, Amiens, Brest, Caen, Chambéry, Lille-3, Lyon-2, Metz, Nancy-2, Nantes, Nice, Perpignan, Paris-10, Paris-13, Strasbourg-2, Versailles-St Quentin. Dans de nombreuses autres AG, l'appel de Rennes-2 avait été repris (abrogation de la réforme L.M.D. et retrait du projet de loi sur l'autonomie des universités). **Chirac a alors été obligé d'intervenir**, de peur que la mobilisation ne s'étende et impose le retrait de ces réformes qui remettent violemment en cause les acquis étudiants : il a imposé à son ministre Luc Ferry d'annoncer samedi 22/11 qu'« aucun projet de loi (sur l'autonomie des universités) n'est inscrit au programme de travail du gouvernement, ni à l'agenda parlementaire », alors que la veille, le même Ferry avait confirmé que « le projet de loi sur l'autonomie des universités serait présenté aux partenaires sociaux au mois de décembre prochain, avant d'être soumis à une nouvelle concertation pendant deux à trois mois. ». Mais il s'agit pourtant moins d'une confusion que d'une manœuvre de la part du gouvernement, qui cherche « l'apaisement du climat universitaire », c'est-à-dire la démobilisation des étudiants, pour trouver une « ouverture pour faire cette réforme », comme l'a expliqué le ministre Darcos au journal le Monde (24/11).

Contre un « Grand Débat sur l'Université » : Aucune concertation, aucune négociation !

Alors que les étudiants se mobilisent, le gouvernement lance parallèlement un « Grand Débat sur l'École ». En associant les enseignants et les parents dans une concertation qu'il organise, et dont il a préparé les thèmes, les questions (et aussi, sans aucun doute, les réponses), il tente d'empêcher toute mobilisation contre sa réforme (déjà prête) du primaire et du secondaire. Alors qu'aujourd'hui la mobilisation des étudiants pourrait entraîner celle des enseignants et ruiner son « Grand Débat », le gouvernement se prépare à associer les étudiants à la concertation sur la réforme de l'Université, afin de la négocier. Face à cette manœuvre, qui vise là aussi à faire passer la réforme en démobilisant les étudiants en grève, **il faut exiger le refus de toute négociation avec le gouvernement !** On ne peut négocier la privatisation des universités, qui se prépare à travers la réforme L.M.D./ECTS et le projet de loi sur l'autonomie des universités. De même, **il faut que l'UNEF s'engage à quitter tous les Conseils d'Administration (CA)** des universités, où se mettent en œuvre, fac par fac, la réforme L.M.D., c'est-à-dire la liquidation des diplômes nationaux : il n'y a rien à gagner à servir de caution étudiante à la mise en place de la réforme.

Des journées banalisées organisées par des « *défenseurs absolus du L.M.D.* » ?

La Conférence des Présidents d'Université (CPU) se porte au secours du gouvernement en dénonçant « *tout renoncement au processus de modernisation des universités* ». Certains présidents prennent ainsi des initiatives pour casser la grève. Le président de Lyon-2, qui se présente comme « *défenseur absolu du L.M.D.* », a ainsi proposé d'organiser mercredi 26/11 **une journée banalisée** pour débattre des réformes. L'objectif est d'associer les étudiants à la discussion sur les projets du gouvernement et des les organiser dans un cadre fixé par l'administration. Mais les étudiants n'ont pas besoin de ces journées pour s'organiser : ils débattent et décident de manière indépendante dans le cadre des AG. **Il faut exiger que les comités de grève et la direction de l'UNEF s'engagent à ne pas y participer, et à appeler au boycott.**

Comme en 1986, dirigeants de l'UNEF : appelez à la Grève Générale de tous les étudiants

Au printemps, les salariés se sont mobilisés pour le retrait du projet de loi Fillon sur les retraites. Le refus des dirigeants des syndicats FSU, CGT, FO d'appeler à la Grève Générale, alors même qu'ils acceptaient de négocier avec Sarkozy a cassé la mobilisation : le gouvernement a ensuite pu faire voter la loi Fillon.

Aujourd'hui, les étudiants ont défini avec précision leurs revendications qui les unifient à l'échelle nationale : abrogation de la réforme L.M.D./ECTS et retrait définitif du projet de loi sur l'autonomie des universités. Dans plusieurs AG, la question de la Grève Générale est en discussion. Comment faire pour qu'elle se réalise ? Le syndicat étudiant est un moyen de centralisation du combat : on ne pourra obtenir un retrait fac par fac. C'est l'UNEF qui a permis de lancer la mobilisation dans les universités partout en France. **C'est pourquoi seule la direction de l'UNEF peut, et doit lancer un appel à la Grève Générale de tous les étudiants, jusqu'au retrait définitif des réformes.**

En 1986, le projet Devaquet, ministre du gouvernement Chirac, prévoyait déjà une réforme similaire : autonomie des universités, mise en cause des diplômes nationaux, sélection... La grève s'est très vite propagée et **la direction de l'UNEF a appelé les étudiants et les lycéens à la Grève Générale**. Toutes les facs étaient en grève, et ont élus des comités de grève. Elle a permis l'organisation d'une coordination nationale, composée de délégués élus par les différents comités de grève, dont le mandat était le retrait du projet Devaquet. La coordination nationale, intégrant non-syndiqués et syndiqués UNEF, a alors appelé à une manifestation centrale à Paris, à l'Assemblée Nationale. Elle a pour cela organisé la montée à Paris de centaines de milliers d'étudiants et de lycéens (mise à disposition de trains et de bus). Le gouvernement Chirac et son ministre de l'Intérieur Pasqua ont répondu par la répression (des dizaines d'étudiants matraqués, mort d'un étudiant). La coordination nationale et les représentants du syndicat se sont alors adressés aux enseignants, à leurs organisations syndicales afin qu'ils appellent à la grève. La conjonction de la mobilisation des étudiants et des enseignants, par sa force, mettait en danger l'existence même du gouvernement : **Chirac a été contraint de retirer le projet Devaquet.**

Pour déjouer les manœuvres du gouvernement, il faut que la direction de l'UNEF se prononce clairement :

- **A bas le dialogue social : aucune concertation, ni sur l'autonomie des universités, ni sur une nouvelle harmonisation européenne ! Boycott des journées banalisées !**

Aujourd'hui, l'UNEF a les moyens d'organiser une mobilisation comme en 1986, en appelant à :

- **La Grève Générale de tous les étudiants pour l'abrogation de la réforme L.M.D./ECTS et le retrait total et définitif du projet de loi d'autonomie des universités.**
-

Ses dirigeants doivent œuvrer dans les AG à la constitution **de comités de grève** dans toutes les facs et à leur centralisation nationale, par **l'élection d'une coordination nationale**. De nombreux appels votés dans les AG s'adressent également aux enseignants et aux personnels techniques (IATOSS) pour qu'ils rejoignent leur mobilisation : l'UNEF doit dans le même sens s'adresser à la direction de la FSU (syndicat enseignant), de la CGT, de FO pour qu'ils reprennent à leur compte les revendications des étudiants.

Telle est l'orientation sur laquelle combattent les jeunes regroupés autour du bulletin Révoltes, qui veulent construire une Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse, afin d'en finir avec le capitalisme.

Prenez contact avec Révoltes. B.P. 6028 - 69411 LYON Cedex 6 – imp.spé n°I.S.S.N. 1291-4290

Email : revoltes@ml.free.fr